



VOIR L'AFRIQUE AVEC LES YEUX DU FUTUR

Pour l'avenir de l'Afrique, pour l'honneur de la France

13 Novembre 2018 - n°4

EXPOSITION DES IMPORTATIONS À SHANGHAI : UNE OPPORTUNITÉ POUR LES PRODUITS MANUFACTURÉS AFRICAINS

La première édition chinoise de l'Exposition internationale d'importation (CIIE) s'est tenue à Shanghai du 5 au 10 novembre 2018, réunissant 3 600 exposants et 400 000 acheteurs et visiteurs. 18 chefs d'État (dont une grande partie ont pu s'entretenir directement avec le président Xi Jinping) étaient présents. En tout 172 pays, régions et organisations internationales des cinq continents étaient représentés.

Une aubaine pour le monde entier, sachant que le géant asiatique devrait importer quelque 40 000 milliards de dollars de biens lors des 15 prochaines années. Or ce forum intervient deux mois après le sommet sino-africain de la FOCAC (voir les différents comptes rendus sur ce blog), où la Chine s'est engagée à augmenter ses importations de produits africains « *qui ne sont pas des ressources naturelles* ». Et ce grâce à une régulation douanière favorable aux biens venus d'Afrique, et à 50 projets pilotes de facilitation du commerce africain en Chine.

Dans ce contexte, la RDC, qui exporte essentiellement des produits miniers en sa qualité de premier producteur mondial de

cobalt (et en souffre tragiquement du fait des conflits dont profitent largement les compagnies du monde entier), a choisi de miser sur d'autres secteurs. Elle exposait donc à Shanghai des produits agricoles (miel, café, confitures, etc.) « *Nous devons capter les opportunités et développer notre industrie et notre agriculture de sorte à pouvoir (nous) adapter à cette nouvelle donne* », a déclaré Jean-Lucien Bussa Tongba, ministre du Commerce extérieur de RDC dans un entretien avec *Xinhua* le 6 novembre.

Selon french.china.org.cn, le Burundi était également représenté par deux producteurs de thé et de café. Le ministre sénégalais du Commerce, de la consommation, de la secteur informel et des PME, Alioune Sarr, conduisait pour sa part une délégation de 30 entreprises sénégalaises, dont certaines vendaient des produits cosmétiques et des huiles à base d'arachide, de bissap, de karité, de baobab, etc. Madagascar tenait quant à elle quatre stands, valorisant ses produits alimentaires à base de vanille, de cacao, de café, de clous de girofle, mais aussi des minerais. Le ministre ivoirien du Commerce, Souleymane Diarrassouba, dont le pays présentait des objets d'artisanat en plus du café, du cacao ou de la noix de cajou, a appelé les entreprises chinoises à venir dans son pays pour aider à transformer les produits sur place. En tout 40 pays africains étaient présents.

L'ÉGYPTE À L'HONNEUR À L'EXPOSITION INTERNATIONALE D'IMPORTATION DE CHINE

L'Égypte faisait partie des 12 invités d'honneur de l'Exposition d'importation de Shanghai. « *Cette exposition est l'un des plus grands événements internationaux dont l'Égypte pourra tirer bénéfice. Elle pourra ainsi booster ses exportations vers le marché chinois* », a déclaré l'ambassadeur égyptien en Chine, Osama Elmagdoub, dans un communiqué de presse rapporté par le *Global Times*. Le pavillon a abrité de nombreux exposants égyptiens représentant des secteurs tels que l'agriculture et l'industrie alimentaire mais aussi le textile, les meubles et l'ingénierie.

Un forum économique égyptien s'est également tenu en marge de l'exposition, pour présenter les opportunités d'investissement en Égypte et afficher ce qui a déjà été accompli dans les domaines économique, touristique et culturel. Le Premier ministre égyptien, Moustafa Madbouly, dirigeait la délégation officielle.

Selon Elmagdoub, la FOCAC en septembre dernier avait déjà permis pour l'Égypte la signature de nombreux projets avec des entreprises chinoises. Les investissements avoisineraient les 18 milliards de dollars. « *C'est un changement dans le volume de la coopération entre les deux pays* », a-t-il affirmé. Selon le *Global Times*, depuis 2013, l'Égypte est devenue un partenaire clé dans les Nouvelles Routes de la Soie (« Initiative une ceinture une route »). Son emplacement géographique, au carrefour de l'Europe, de l'Afrique et de l'Asie, en fait l'un des plus grands bénéficiaires de l'initiative. Si son rôle en Afrique fait souvent l'objet de critiques de la part des médias occidentaux, la Chine a été défendue par l'ambassadeur égyptien : « *La coopération Chine-Afrique est basée sur le principe d'égalité et de bénéfice mutuel, sans condition politique ni pression* ». « *Les investissements chinois ont fourni aux pays africains des alternatives en matière de développement, or ils ont besoin de projets d'infrastructure... Les investissements de la Chine en Égypte sont un exemple de ce modèle de bénéfice mutuel.* »

LE CANAL DE SUEZ ET LA CHINE REVITALISENT LA RÉGION MÉDITERRANÉENNE

Trois facteurs ont remis la Méditerranée au centre des routes maritimes mondiales, selon un rapport présenté à Bruxelles par Intesa Sanpaolo Bank et le SRM, Studi e Ricerche per il Mezzogiorno (Centre des études pour le Mezzogiorno, dans le sud de l'Italie) : le doublement du Canal de Suez, les évolutions dans la construction navale et le rôle croissant de la Chine.

Si l'un des facteurs déterminants a été la capacité à créer plus rapidement de grands navires, qui, pour être économiquement rentables, ont besoin de routes maritimes telles que la Méditerranée (où il existe différents points de chargement et de déchargement pour leurs cargaisons), c'est le canal de Suez qui a joué un rôle fondamental. Inauguré le 6 août 2015, il a été doublé en un temps record (un an) par les autorités égyptiennes. Les travaux ont consisté à élargir le canal existant ainsi qu'à en augmenter la profondeur sur 35 km, et à doubler le canal sur 37 km dans sa partie orientale. C'est ainsi qu'il a pu clôturer l'année 2017 avec 909 millions de tonnes transportées et plus de 17 000 navires, soit une croissance de 11 % par rapport à 2016.

Enfin la Chine a joué un rôle capital, en particulier dans le cadre de l'Initiative une ceinture une route, dont les investissements dans les terminaux et les ports méditerranéens s'élèvent à 4,5 milliards d'euros et permettent à l'Europe de conserver son leadership dans le secteur maritime.

L'EUROPE A-T-ELLE DES TECHNOLOGIES VRAIMENT « APPROPRIÉES » POUR L'AFRIQUE !?

Chaque semaine, il pleut des nouvelles annonces européennes bienpensantes à l'égard de l'Afrique (voir la lettre 3). Aux noms toujours aussi ronflants... C'est ainsi que la « Nouvelle alliance Afrique - Europe pour des emplois et des investissements durables » réunira des acteurs majeurs de l'économie durable des secteurs public et

privé. M. Borloo êtes-vous là ?

Cette plateforme, qui se veut ambitieuse, ne cache pas son intention : tirer le meilleur parti (euh... profit) des opportunités qu'offriront le partenariat entre entreprises européennes et africaines et les investissements dans l'énergie durable en Afrique.

Évidemment on n'y propose en aucun cas l'installation de centrales nucléaires – alors que toute personne sérieuse sait que le développement du continent africain (tout autant que celui de l'Europe d'ailleurs) ne pourra se faire sans cette technologie, qui demeure à ce jour la plus efficiente (d'autant qu'elle est promise à des perspectives futures extraordinaires, que ce soit en terme de retraitement, de sécurité et de sortie de la dépendance envers l'uranium, notamment avec la fusion). Certains pays l'ont déjà compris, nous y reviendrons dans une prochaine lettre en détail.

Notons simplement ici que 11 États ont déjà annoncé clairement leur intention de développer leur programme nucléaire civil : l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, l'Égypte, le Ghana, le Kenya, l'Ouganda, la Zambie, le Niger, le Nigeria et le Soudan. Certains disposent déjà de réacteurs de recherche et souhaitent passer à la production. Pour Mikhaïl Chudakov, directeur général adjoint et chef du département de l'énergie nucléaire à l'AIEA : « *L'Afrique a soif d'énergie et l'énergie nucléaire pourrait faire partie de la solution pour un nombre croissant de pays* ». Selon différentes études, le continent doit installer environ 160 GW à l'horizon 2025 et davantage en 2050, quand sa population passera à 2 milliards d'habitants (contre 1,3 milliards à ce jour).

Cette nouvelle plateforme de l'UE a été lancée lors du Forum sur l'investissement en Afrique à Johannesburg du 7 au 9 novembre, organisé par la Banque africaine de développement. Tout en affirmant que l'accès à l'énergie durable est la clé du développement en Afrique, les magiciens verts de l'UE ont posé l'objectif de fournir un accès universel à des services abordables, fiables et renouvelables « à la pointe de la technologie » tels que l'énergie solaire, l'éolien et la biomasse. Mais surtout, ils ont affirmé qu'il

s'agissait là d'une véritable alternative au type de projets poursuivis par la Chine en Afrique ! Comme on peut le lire dans une brochure relativement sommaire publiée récemment ¹, la plateforme a pour but de « *de stimuler les échanges et d'améliorer le climat des affaires* » (!) « *L'idée à long terme [étant] de parvenir à un accord de libre-échange intercontinental global entre l'UE et l'Afrique.* »

Alors : « technologie appropriée » ou « apartheid technologique » pour l'Afrique ?

(1) https://ec.europa.eu/commission/sites/beta-political/files/soteu2018-factsheet-africa-europe_fr.pdf

DE NOUVELLES CENTRALES (PROPRES) À CHARBON EN ÉGYPTE

Dans ce contexte, il est utile de souligner l'hypocrisie de l'Europe, où la question énergétique ne parvient plus à susciter le consensus : d'un côté on ne veut plus de centrales nucléaires, sans pour autant investir dans la recherche vers les nouvelles technologies (transmutation des déchets, fusion, etc.), et de l'autre on découvre l'intermittence et la difficulté à gérer le processus de fabrication et de destruction des énergies renouvelables, dont on sait qu'elles ne sont pas viables à long terme. C'est ainsi que l'Allemagne, pays environnementaliste par excellence, s'est tournée vers le charbon... pour la plus grande pollution de tous.

Comme nous l'avons montré ci-dessus, l'Afrique n'est plus vraiment dupe. Un autre exemple récent : en complémentarité de la coopération avec la Russie, qui investit dans une centrale nucléaire à Dabaa, l'Égypte entame le projet de construction d'une centrale à charbon dans la région de Hamrawein au bord de la mer Rouge, avec Dongfang Electric et Shanghai Electric. L'usine, qui devrait être achevée dans six ans, utilisera une technologie... moderne et non polluante, grâce à des unités ultra-supercritiques. Les six unités de production généreront une capacité de production totale de 6,6 GW.

LA CONSTRUCTION DU CHEMIN DE FER TANZANIE-RWANDA DEVRAIT COMMENCER EN DÉCEMBRE

C'est ce qu'a affirmé une déclaration émise conjointement par le ministre tanzanien des Travaux publics, des transports et des communications, Isaak Kamwelwe, et le ministre rwandais des Infrastructures, Claver Getete. Pour cela il faudra qu'un entrepreneur soit sélectionné, comme le rapporte l'*International Railway Journal*. Les deux ministres et les membres du comité technique mixte de suivi se sont réunis récemment à Dar es-Salaam pour discuter des 2,5 milliards de dollars nécessaires pour la réalisation du projet. L'accord bilatéral pour la construction de la ligne avait été signé par le président rwandais Paul Kagame et son homologue tanzanien, John Magufuli, en janvier dernier. La liaison ferroviaire de 570 km reliera la ville d'Isaka, au nord-ouest de la Tanzanie à la capitale rwandaise Kigali, en se conformant potentiellement au standard tanzanien d'écartement des rails. Ce travail sera réalisé par une joint-venture entre la société turque Yapi Merkezi d'Istanbul et la société portugaise Mota Engil.

EN L'HONNEUR DES SOLDATS COLONIAUX MORTS POUR L'EUROPE : METTONS FIN AUX EMPIRES

En ce mois de commémoration à l'occasion du centenaire de l'Armistice, adressons une pensée particulière aux plus de 70 000

soldats coloniaux morts au combat pour la France, qui représentèrent 5 à 7 % du total des pertes militaires françaises. Parmi eux : des Algériens, des Tunisiens, des Marocains, des Sénégalais (les fameux tirailleurs), des Malgaches, des Maliens, des Burkinabés, des Béninois, des Congolais, des Ivoiriens, des Tchadiens, des Nigériens, des Centrafricains, des Gabonais. Mais aussi aux plus de 37 000 soldats coloniaux de l'Empire allemand (Tanzaniens, Namibiens, Camerounais, Togolais) ; et aux plus de 15 700 soldats africains de l'Empire britannique (Ghanéens, Kényans, Nigériens, Sierra-Léonais, Ougandais, Zambiens, Malawiens). Également à ceux, trop nombreux encore, qui ont péri depuis ou périssent toujours sous les guérillas et les génocides, du Rwanda au Congo, en passant par la Côte d'Ivoire ou la Centrafrique.

Rappelons que c'est sur les bords du Nil, à Fachoda, que le 4 novembre 1898, la mission Marchand de l'Empire français, voulant protéger ses colonies devant un Empire britannique bien trop gourmand, essuya une défaite décisive. Un événement moins connu de l'histoire mais qui déclencha bien en amont la chaîne surnoise des faits qui nous conduisirent à la tragédie de la Première Guerre mondiale.

Il est temps d'en finir une bonne fois pour toute avec les empires, qu'ils soient militaires, politiques ou financiers.

Pour en savoir plus sur la bataille de Fachoda et ses conséquences: <https://www.afrique-undefutur.com/centenaire-de-larmistice-hommage-aux-africains-morts-pour-leurope/>

Voir l'Afrique avec les yeux du futur
est une lettre d'information sur l'Afrique publiée tous les mardis.
Directeur de publication : Sébastien Périmony
Adresse : 1 rue de Lyon, 93800 Epinay sur Seine
Téléphone : 06 14 17 48 74 ; courriel : sebastienperimony@gmail.com
www.afriquedefutur.com

Abonnement mensuel : 10 euros par mois (classique) ; 20 euros par mois (soutien)
Abonnement annuel : 100 euros par an (classique) ; 200 euros par an (soutien)
Abonnement par virement ou par chèque
IBAN : FR50 2004 1000 0169 6021 1C02 096 - BIC : PSSTFRPPPAR